

stimulerait la construction de maisons au cours de l'automne et de l'hiver.

L'hon. M. Pickersgill: Pourrais-je poser une question supplémentaire?

M. l'Orateur: L'honorable représentant de Nanaimo.

M. Cameron: Le ministre considère-t-il que les 150 millions de dollars libérés pour la construction de maisons constituent une modification ou un renversement des dispositions de la politique de raréfaction de l'argent du gouvernement, et, si tel est le cas, pourrait-il expliquer à la Chambre en quoi consistait cette politique?

L'hon. M. Fleming: Le ciel me garde d'entreprendre d'expliquer les politiques du dernier gouvernement.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): J'aimerais poser une question qui complète celle de l'honorable représentant de Nanaimo. Le ministre des Finances veut-il dire maintenant qu'il renie la déclaration qu'il a faite à la *Presse canadienne* après les élections?

L'hon. M. Fleming: Je n'ai jamais renié une seule de mes déclarations, et je n'ai pas l'intention de commencer maintenant. C'est un exemple que je conseillerais à mon honorable ami de suivre.

CANAUX

CANAL DE CHIGNECTOU—INTERPELLATION AU SUJET D'UNE DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Henry Murphy (Westmorland): Je désire poser une question au ministre des Transports. A quelles personnes le Gouvernement a-t-il confié la tâche d'enquêter sur la possibilité d'aménager le canal de Chignectou? Cette promesse a été faite à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, par le premier ministre le 3 mai.

L'hon. George H. Hees (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, mon ministère étudie présentement un certain nombre de problèmes concernant les transports et des questions connexes, et, lorsqu'il y aura des déclarations à faire à la Chambre sur ces études, elles seront faites.

LES DROITS DE L'HOMME

INTERPELLATION AU SUJET DE LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Alistair Stewart (Winnipeg-Nord): J'aimerais poser une question au premier ministre. Quand a-t-il l'intention de présenter une

[L'hon. M. Fleming.]

mesure législative pourvoyant à la déclaration des droits pour les Canadiens?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le sujet fait l'objet d'une étude sérieuse de la part du ministère de la Justice, qui l'examine afin de réunir comme il convient toutes les questions nécessaires qui doivent être étudiées avant qu'une telle mesure soit présentée ou puisse l'être.

LE COMMERCE

DEMANDE D'UNE DÉCLARATION SUR LES RÉCENTES CONFÉRENCES AVEC LE ROYAUME-UNI

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Le ministre des Finances peut-il nous dire pour quand nous pourrions recevoir des renseignements détaillés sur la récente proposition du gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni à propos d'un plan de libre-échange entre le Royaume-Uni et le Canada?

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Si la Chambre le désire, je ferai volontiers une déclaration sur les propositions commerciales et les diverses conférences qui ont eu lieu récemment à propos du commerce. Je suis prêt à le faire dès que la Chambre le voudra.

L'hon. M. Martin: Mon honorable ami reconnaît, j'en suis sûr, l'importance de cette question. Le premier ministre et lui-même pourraient peut-être nous dire prochainement quand il sera possible de faire cette déclaration; on conviendra, je le sais, que cette question soulève beaucoup d'intérêt.

L'hon. M. Fleming: Je ferai volontiers très prochainement une déclaration sur les récentes conférences commerciales et sur les questions qu'on y a débattues, si tel est le désir de la Chambre.

LE TRANSPORT AÉRIEN

DROITS DE CIRCULATION AÉRIENNE ENTRE L'ITALIE ET LE CANADA—DEMANDE D'UNE DÉCLARATION

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George C. Marler (St-Antoine-Westmount): J'ai une question à poser au premier ministre. Peut-il nous dire si les pourparlers entamés, plus tôt cette année, entre le Canada et l'Italie à propos de l'échange de droits de circulation aérienne, sont terminés et si les deux parties en sont venues à une entente?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je considère cette question comme un avis et j'y répondrai à la prochaine occasion.